

*Questions orales*

mais légalement lorsqu'il n'y a pas de décision du Cabinet, lorsqu'il n'y a pas d'approbation du Conseil du Trésor, il n'y a pas d'engagement du gouvernement.

Si M. Mulroney a pris un engagement personnel vis-à-vis de M. Bourassa, je m'engage à aller devant mon Cabinet pour faire respecter la parole de ce premier ministre qui, lui, n'a pas agi avec prudence: il a pris un engagement de faire approuver par le Conseil du Trésor et le gouvernement d'alors; moi, je n'agirai pas dans l'illégalité, j'aurai l'approbation et du Cabinet et du Conseil du Trésor et de mon parti.

\* \* \*

[Traduction]

**LA SÉCURITÉ SOCIALE**

**Mme Diane Ablonczy (Calgary-Nord):** Monsieur le Président, je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur une question qui tient beaucoup à coeur aux Canadiens.

Le Canada n'a pas les moyens de financer les programmes sociaux que nous avons actuellement. En fait, le vérificateur général et le surintendant des institutions financières estiment que, d'ici 15 ans, le coût du système de sécurité sociale du Canada plus les intérêts excédera l'ensemble des recettes gouvernementales.

Le ministre va-t-il réduire les dépenses au titre des programmes sociaux ou hausser les impôts?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien):** Monsieur le Président, la députée sait pertinemment que les dépenses du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux au titre des programmes sociaux constituent le plus important investissement que nous puissions faire parce que nous investissons dans les Canadiens.

Nous aidons les jeunes enfants à avoir une vie meilleure en voyant à ce qu'ils soient bien nourris. Nous aidons les jeunes à faire des études pour qu'ils puissent acquérir les compétences dont ils auront besoin sur le marché du travail. Nous donnons de la sécurité aux travailleurs âgés et aidons les personnes du troisième âge.

En tant que pays, nous devons offrir aux Canadiens un système de sécurité sociale efficace et amélioré. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous présenterons une série d'options et de lignes directrices la semaine prochaine afin que les Canadiens puissent les examiner et participer à cet important débat sur le genre de programmes sociaux que nous voulons, sur la façon de financer notre système de sécurité sociale et sur la façon de l'améliorer. C'est là le but de cette initiative.

J'espère que la députée participera activement à ce débat, contrairement à certains de ses collègues qui ne veulent même pas que nous abordions cette question.

**Mme Diane Ablonczy (Calgary-Nord):** Monsieur le Président, les aînés et ceux qui se préparent à la retraite veulent savoir si leur régime public de pensions est solide et assuré et qui paiera

pour les programmes sur lesquels comptent les Canadiens à la retraite?

Le plan d'action du ministre tient-il compte du fait que le nombre des personnes âgées augmentera de 40 p. 100 en 15 ans?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien):** Monsieur le Président, l'examen de la politique de sécurité sociale que nous lancerons la semaine prochaine portera avant tout sur les questions de travail, d'éducation permanente et de sécurité du revenu.

● (1430)

La députée devrait se rappeler que nous avons dit de façon très explicite dans l'exposé budgétaire de février dernier qu'on n'aborderait pas dans le cadre de cet examen les programmes relatifs à la sécurité de la vieillesse et au Régime de pensions du Canada.

Le ministre des Finances a par ailleurs clairement indiqué que nous préparerions pour publication un document de travail décrivant les changements démographiques qui devraient se produire et quelles en seraient les répercussions à long terme sur certains de nos programmes de sécurité du revenu. Ce genre d'analyse est actuellement en cours. C'est le genre d'information qu'il faudrait partager avec tous les Canadiens pour faire en sorte que nous puissions réfléchir ensemble sur ces questions très importantes.

J'invite encore une fois la députée à participer au débat de façon constructive.

**Mme Diane Ablonczy (Calgary-Nord):** Monsieur le Président, le ministre doit être conscient que les Canadiens ne peuvent réagir de façon éclairée à son plan d'action s'ils n'en comprennent pas les conséquences financières.

Le ministre aidera-t-il tous les Canadiens en leur communiquant des prévisions financières détaillées, la semaine prochaine, avec tous les éléments de son plan d'action?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien):** Monsieur le Président, je pourrais commencer immédiatement à donner aux Canadiens une série d'analyses. À une conférence de presse que le Parti réformiste a tenue, la députée a parlé de compressions de 15 milliards de dollars dans les programmes sociaux. Cela supposerait l'élimination complète de toute forme d'aide aux enfants, de tous les services sociaux aux personnes âgées, de toutes les contributions fédérales à l'enseignement supérieur.

En d'autres termes, le programme budgétaire du Parti réformiste éliminerait toute assistance pour les enfants, les jeunes et les travailleurs. Nous pouvons nous passer de ce genre de programme.

\* \* \*

[Français]

**LES ENFANTS VICTIMES DE LA PAUVRETÉ**

**Mme Francine Lalonde (Mercier):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le rapport sur la santé des enfants du Canada, rendu public hier par l'Institut canadien de la santé infantile, nous rappelle qu'un enfant sur cinq vit dans la pauvreté au Canada. Par rapport